



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

# **PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES**

**(Direction du budget, 1947-1985)**

## **Répertoire méthodique détaillé**

établi par Estelle Baudet

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## **Table des matières**

Assurance maladie et assurance accident agricoles.....	6
Organismes de sécurité sociale agricole.....	8
Prestations sociales agricoles.....	10
Législation.....	11

**Référence**

B-0063937 - B-0063946

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Prestations sociales agricoles

**Dates extrêmes**

1947-1985

**Noms des principaux producteurs**

Direction du budget, bureau 6B (transferts sociaux et régime général de la sécurité sociale).

**Importance matérielle**

10 boîtes, soit 1,19 mètres linéaires

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versement PH 015/86 du 23 janvier 1986.

**Historique du producteur**

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCf), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCf est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCf se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées, dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922,

dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) qui révolutionne le cadre d'élaboration du budget de l'État et accroît la transparence des documents budgétaires rédigés par la direction du Budget. Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

Si les missions de la direction du budget restent aujourd'hui inchangées, l'histoire de la direction du Budget est marquée par de grandes dates, souvent liées à l'histoire économique et financière française, comme par exemple le plan de relance de l'économie en 2009-2010 ou l'adoption et la mise en œuvre de la nouvelle gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) en 2012.

## **Évaluation, tris et éliminations**

Les doublons ont été éliminés.

## **Mode de classement**

Thématique

## **Présentation du contenu**

Ce versement comporte des documents relatifs aux différentes prestations sociales mises en place pour le milieu agricole (notamment l'assurance maladie ou encore l'assurance accident du travail). Y sont principalement abordés la mise en place de la législation et de la réglementation sur ces questions à partir de 1969 et de la création du fonds social de l'assurance maladie des exploitants agricoles, le fonctionnement et le suivi des organismes de sécurité sociale agricole et la préparation des budgets des prestations sociales.

## **Indexation**

Agriculteur

Assurance sociale

**B-0063937/1 – B-0063939/3, B-0063939/5 – B-0063939/7, B-0063940/3 – B-0063941/1, B-0063941/4 – B-0063942/1, B-0063944/4, B-0063945/1, B-0063945/3**

Assurance maladie et assurance accident agricoles.

1947-1985

**B-0063937/1**

Fonds social de l'assurance maladie des exploitants agricoles (FAMEXA), création, organisation et extension de son domaine d'intervention, organisation du FAMEXA, décret 69-1262 du 31 décembre 1969 en application de l'article 65 de la loi de finances pour 1968 : travaux préparatoires et modificatifs (1962-1973) ; extension du domaine d'intervention du FAMEXA aux cas dits "sociaux", projet de décret modifiant le décret 69-1262 du 31 décembre 1969 : circulaire et correspondance du ministère de l'agriculture, notes (1973-1974) ; création d'un fonds d'action sociale de l'assurance maladie pour les exploitants agricoles des DOM, projet de décret modifiant le décret 69-1262 du 31 décembre 1969 : correspondance du ministère de l'agriculture, notes (1974-1975).

1962-1975

**B-0063937/2**

Fonds commun des accidents agricoles (FCTA), financement : notes de la direction du budget, de la direction des assurances, correspondance de la Caisse des dépôts et consignations.

1967-1975

**B-0063938/1**

Assurance accident et maladie des travailleurs agricoles, projet de décrets d'application de la loi 72-965 du 25 octobre 1972, examen des décrets d'application par le conseil supérieur des prestations sociales agricoles : notes et procès-verbaux (1973) ; modalités de calcul des prestations, projet de décret : notes (1973) ; formalités et procédures, projet de décret : notes (1973) ; mise en place de la complémentaire des exploitants agricoles, projets de décrets d'application : notes (1973) ; prévention et couverture des membres bénévoles des organismes sociaux, projets de décrets d'application : notes (1973) ; mise en place de la commission du supérieure des maladies professionnelles, décret 74-102 de février 1974 : note (1973) ; conditions de reclassement des personnes licenciées par les anciens employeurs, projet de décret : note et correspondance du ministère de l'agriculture (1973) ; prestations et cas des "avants lois", projets de décrets d'application : correspondance du ministère de l'agriculture, procès-verbal du comité interministériel de coordination en matière de sécurité sociale, notes (1973) ; documentation commune aux décrets d'application : procès-verbal du comité interministériel de coordination en matière de sécurité sociale et circulaires de la direction des affaires sociales du ministère de l'agriculture (1973).

1973

**B-0063939/1**

Assurance maladie des salariés agricoles, recouvrement des cotisations, projet de décret : notes et débats parlementaires.

1973

**B-0063939/2**

Indemnisation des agents, courtiers et sociétés d'assurance par le décret 74-305 du 16 avril 1974 en réparation du préjudice subi du fait du transfert du risque "accidents du travail des salariés agricoles" à la Mutualité sociale agricole par l'article 16 de la loi 72-965 du 25 octobre 1972 : notes du budget, de la direction des assurances, correspondance du ministère de l'agriculture, procès-verbal du conseil supérieur des prestations sociales agricoles et de la commission d'indemnisation.

1973-1980

**B-0063939/3**

Assurance accidents et maladie, commission nationale de reclassement (art.2 du décret 73-401 du 27 mars 1973) : procès-verbaux.

1973

**B-0063939/5**

Assurance accident et maladie des travailleurs agricoles, création au sein du conseil supérieur des prestations sociales agricoles d'une section compétente en matière d'accidents du travail, projet de décret : note et correspondance du ministère de l'agriculture.

1973

**B-0063939/6**

Assurance des salariés agricoles contre les accidents de travail et les maladies professionnelles, modification des décrets d'application de la loi 72-965 du 25 octobre 1972, membres bénévoles des organismes sociaux, projet de décret modifiant celui du 11 septembre 1973 : notes, rapport au ministre, correspondance du ministère de l'agriculture (1975-1978) ; organisation de la commission supérieure des maladies professionnelles, projet de décret modifiant celui du 12 février 1974 : rapport au ministre, note, arrêté (1977) ; formalités, procédures, contentieux (communication du dossier médical à l'intéressé, contestation de la notion d'accident de travail), projets de décret modifiant les décrets 73-598 et 73-600 du 29 juin 1973 : notes, rapport au ministre, correspondance du ministère de l'agriculture, procès-verbal du comité interministériel de coordination en matière de sécurité sociale (1977-1983).

1975-1983

**B-0063939/7**

Assurance des salariés agricoles contre les accidents de travail et les maladies professionnelles (situation particulière), extension aux salariés agricoles, membres d'une commission d'un conseil, du bénéfice de la législation des accidents du travail, projet de décret : note, rapport au ministre, correspondance du ministère de l'agriculture.

1980

**B-0063940/3**

Assurance des salariés agricoles contre les accidents de travail et maladies professionnelles pour les personnes non salariées dans l'agriculture des départements d'outre-mer (DOM), loi du 14 décembre 1983 et décret d'application : notes, rapport au ministre, correspondance avec le ministère de l'agriculture.

1980-1983

**B-0063940/4**

Accidents de travail des élèves de l'enseignement agricole public des DOM, projet de convention entre le ministère de l'agriculture et la caisse nationale de l'assurance maladie pour la gestion des dossiers : notes, correspondance du ministère de la santé et la sécurité sociale.

1978-1981

**B-0063941/1**

Assurances sociales et accidents agricoles du travail d'Alsace Lorraine, travaux réglementaires, instauration d'un régime transitoire par la loi du 24 mai 1951 et ses décrets d'application, contentieux avec les établissements Becker: travaux préparatoires, notes, correspondance du ministère de l'agriculture (1947-1954) ; extension des dispositions du régime général de sécurité sociale, projet de décret et insertion d'article dans le PLF 1970 : notes et correspondance du ministère de l'agriculture (1969-1970) ; extension aux salariés de la compensation instituée en matière d'accidents de travail par la loi 77-1454 du 29 décembre 1977, décret : travaux préparatoires et notes du budget et de la mutualité agricole (1977-1980).

1947-1980

**B-0063941/4**

Taux de cotisation de l'assurance contre les accidents de travail des salariés agricoles (décret du 8 juin 1973 modifié par le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1977) : arrêtés, notes, rapport des caisses centrales de mutualité sociale agricole.

1973-1979

**B-0063941/5 – B-0063942/1**

Risque des accidents de travail.

1954-1985

**B-0063941/5**

Gestion : note de la fédération nationale des organismes de sécurité sociale et situation au 31 septembre 1954 du fonds national des accidents du travail (1954-1956) ; situation financière du fonds non agricole de majoration des rentes d'accidents du travail : note (s.d.) ; imputation de la dépense des accidents de travail du personnel rémunéré sur le budget des universités et des facultés : note (1958) ; budgets de prévention des accidents de travail des caisses régionales : note, procès verbal de la caisse nationale de sécurité sociale, tableau financier au 31 décembre 1958 du fonds de prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles (1958-1960).

1954-1960

**B-0063942/1**

Tarifification annuelle, modification des règles de coefficient et situations particulières (mines, sportifs professionnels, industries du bâtiment et travaux publics) : arrêté, notes, correspondance du ministère du travail, de la santé publique et de la sécurité sociale, procès verbaux de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, étude.

1961-1985

**B-0063944/4, B-0063945/1, B-0063945/3**

Amexa (assurance maladie des exploitants agricoles).

1964-1977

**B-0063944/4**

Enquête de l'inspection générale des finances sur le coût réel des services rendus par la Mutualité sociale agricole : notes et rapport.

1964-1969

**B-0063945/1**

Projet de décrets et d'arrêtés réglant le montant des cotisations et des exonérations partielles : notes, rapport au ministre, correspondance entre le ministère de l'agriculture et des finances.

1969-1977

**B-0063945/3**

Elargissement de son domaine d'intervention au DOM, projets de décret en application de la loi 67-558 du 12 juillet 1967 : notes (1967-1974) ; montant des cotisations de l'Amexa-Dom, projets de décret : notes, correspondance avec le ministère de l'agriculture (1971-1975).

1967-1975

**B-0063940/1, B-0063940/2, B-0063940/5, B-0063943/1, B-0063944/3, B-0063945/1, B-0063945/3**

Organismes de sécurité sociale agricole.

1965-1978

**B-0063940/1**

Compensation entre le régime général de la sécurité sociale des travailleurs salariés du commerce et de l'industrie et le régime des salariés agricoles, loi 77-1454 du 29 décembre 1977 et décret d'application : travaux préparatoires.



1977-1978

**B-0063940/2**

Médecine préventive agricole, élargissement du bénéfice de la prévention aux familles des exploitants en application de la loi 66-958 du 26 décembre 1966, projet de décret et arrêté : notes, correspondance entre le ministère de l'agriculture (direction des affaires sociales) et le ministère des finances, notes de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, rapports, procès verbaux du comité interministériel de coordination en matière de sécurité sociale.

1973-1977

**B-0063940/5**

Travailleurs agricoles handicapés, projet de loi : notes et correspondance (1971) ; réduction des indemnités en cas d'hospitalisation, projet de décret en application de l'article 11-II de la loi 78-11 du 4 janvier 1978 : notes, correspondance du ministère de l'agriculture (1978) ; projet de décret en application de la loi 72-4 du 3 janvier 1972 : note, rapport au premier ministre, procès verbaux du comité interministériel de coordination en matière de sécurité sociale (1969-1972) ; groupe de travail sur les problèmes de la rémunération et de la protection sociale des travailleurs handicapés de l'agriculture : procès verbaux, notes (1969-1970).

1969-1978

**B-0063943/1**

Fonds national de prévention du régime d'assurance des salariés agricoles, budget prévisionnel 1975, 1976, 1977: notes, rapport sur budget prévisionnel, compte rendu d'activité et programme d'action, procès verbaux de la commission nationale de prévention.

1974-1977

**B-0063944/3**

Organismes de sécurité sociale, situation financière, note de synthèse sur les rapports d'examen des comptes et des organismes de sécurité sociale établis par les comités départementaux, exercice 1965 : note.

1965

**B-0063946/1**

Assurance vieillesse des exploitants agricoles, extension des mesures du "plan Poniatowski" au régime de retraite agricole, projet abandonné: notes et correspondance avec le ministère de l'agriculture (1974) ; pension de réversion du régime des assurances sociales agricoles, projet de loi, projet de décrets modifiant les décrets 51-727 du 6 juin 1951 et 50-1225 du 21 septembre 1950 et projet de circulaire du ministère de l'agriculture : correspondance avec le ministère de l'agriculture, notes, procès verbaux du comité interministériel de coordination en matière de sécurité sociale, circulaire de la direction des affaires sociales (1973-1974) ; retraite anticipée des salariés et exploitants agricoles anciens prisonniers de guerre, projet de décret en application de la loi 73-1051 du 21 novembre 1973 : notes, correspondance avec le ministère de l'agriculture, rapport au ministère, débats parlementaires, procès verbaux du comité interministériel de coordination en matière de sécurité sociale (1974) ; retraite complémentaire de exploitants agricoles, projet de décret et d'arrêté : note, rapport au ministre, correspondance avec le ministère de l'agriculture (1973-1974) ; cotisation individuelle, projet de décrets et d'arrêté : notes, correspondance avec le ministère de l'agriculture (1970).

1970-1974

**B-0063937/3, B-0063939/4, B-0063944**

Prestations sociales agricoles.

1968-1980

**B-0063937/3**

Extension du bénéfice de l'exonération de cette cotisation aux associations pour le remplacement en agriculture, projet de loi : notes (1976) ; majoration exceptionnelle des prestations familiales au titre du plan de soutien de l'économie (décret du 13 septembre 1973) : correspondance et circulaires du ministère de l'agriculture, notes, état des majorations exceptionnelles (1976) ; non récupération de l'indu : note (1975) ; majorations de l'allocation de la mère au foyer dans les professions agricoles, projet de décrets : notes et circulaires du budget, correspondance du ministère de l'agriculture (1974) ; régime des cotisations de prestations familiales, projet de décret modifiant le décret 52-645 du 3 juin 1952 et projet d'arrêté : correspondance et circulaire du ministère de l'agriculture, notes, procès-verbal du conseil supérieur des prestations sociales (1968-1971) ; dates d'exigibilité des cotisations sociales, projet de décret modifiant le décret 65-47 du 15 janvier 1965 et projet d'arrêté : notes et correspondance (1968-1970).

1968-1976

**B-0063939/4**

Travaux réglementaires, ouverture du droit aux prestations des assurances sociales agricoles, projet de décret modifiant les décrets 50-444 du 20 avril 1950 et 50-1225 du 21 septembre 1950 : notes et rapport au ministre (1968) ; extension au régime agricole de dispositions prévues dans le régime général pour les pharmaciens, les interruptions de travail supérieur à six mois, ayant droits d'un assuré décédé, les départements de l'est, projet de décrets : correspondance du ministère de l'agriculture et procès verbaux du comité interministériel de coordination en matière de sécurité sociale : rapports au ministre (1969-1979) ; pension d'invalidité (Amexa), projet de décret : notes, correspondance avec le ministère de l'agriculture (1970-1976) ; tarif applicable aux personnels des bureaux et sièges sociaux : notes (1973) ; revalorisation des rentes accidents antérieures au 1er juillet 1973 : notes, correspondance du ministère de l'agriculture (1975) ; modalités de calcul des cotisations contre les accidents de travail, projet de décret modifiant celui du 8 juin 1973 : notes, correspondance du ministère de l'agriculture (1977) ; couverture des frais de maladie et de maternité aux enfants de moins de 20 ans poursuivant leurs études, projet de décret modifiant le règlement d'administration publique 50-1225 du 21 septembre 1950 : notes, rapport au ministre (1976) ; assurance maladie et maternité des personnes libérées du service national, projet de décret : correspondance du ministère de l'agriculture (1977) ; développement de la prévention des accidents du travail, projet de décret d'application de la loi 76-1106 du 6 décembre 1976 : circulaire de la direction des affaires sociales du ministère de l'agriculture, notes, correspondance avec le ministère de l'agriculture (1979) ; ouverture du droit aux prestations sociales en application de la loi du 2 janvier 1978 et de la loi du 28 décembre 1979, projets de décrets : notes, correspondance du ministère de l'agriculture (1979) ; assurance maladie et maternité, montant minimal des indemnités : notes (1980).

1968-1980

**B-0063944/1 – B-0063944/2**

Budget annexe des prestations sociales (BAPSA).

1968-1978

**B-0063944/1**

BAPSA 1969, estimation et répartition : notes, rapport du comité de gestion du BAPSA.

1968-1969

**B-0063944/2**

Perspectives 1976, 1977, 1978, 1979, 1977-1980 : notes, tableaux, procès verbaux du conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

1975-1978

**B-0063941/2, B-0063941/3, B-0063945/2, B-0063946/3**

Législation.

1969-1974

**B-0063941/2**

Statut des associés d'exploitation, loi 73-650 du 13 juillet 1973 : travaux préparatoires (1972-1973); intéressement et formation professionnelle, projets de décret d'application de la loi 73-650 du 13 juillet 1973 : notes, correspondance avec le ministère de l'agriculture (1973-1974).

1972-1974

**B-0063941/3**

Application de la législation sur les 40 heures et rémunération des heures supplémentaires aux salariés de l'agriculture : notes.

1974

**B-0063945/2**

Cotisations sociales agricoles, accords de Varenne et ses répercussions sur le montant des cotisations : correspondance du ministère de l'agriculture, tableaux (1969) ; projet de modification du régime des exonérations des cotisations agricoles : notes, fiches, rapport au ministre, débats parlementaires (1969-1974).

1969-1974

**B-0063946/3**

Recensement général de l'agriculture recommandé par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), proposition de directive européenne : note.

1969